

**Motion de l'Assemblée Générale étudiante
à l'appel de l'UNEF et soutenue par les
organisations syndicales représentatives du personnel¹**

Les étudiants de l'université de Strasbourg rassemblés en assemblée générale le 17 décembre 2013 déclarent :

La situation des universités en France à l'orée de 2014 est de plus en plus inquiétante. L'autonomie budgétaire, mise en place par la loi Responsabilité des Universités (LRU) et poursuivie par la Loi Fioraso, a eu comme première conséquence le désengagement accru de l'Etat vis-à-vis des universités. Cette démarche met en péril l'ensemble du service public de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Aujourd'hui, de plus en plus d'universités se retrouvent dans une situation déficitaire, qui aggrave leur manque de moyens ; cette politique abaisse la qualité des enseignements ainsi que de la recherche, à terme, et dévalorise nos diplômes.

À Strasbourg, cela s'est traduit dès cette année par des gels de postes, la suppression des rattrapages et des semaines de révision, la fermeture de bibliothèques et de secrétariats, la suppression de plus de 40 000 heures de TD, la mise en place de quotas à l'entrée de l'Université en première année de licence. Ainsi, le budget envisagé pour 2014, contraint par les mêmes logiques, s'inscrit dans ces perspectives inacceptables.

Nous y contestons en particulier la baisse des dotations de la plupart des composantes, les nouveaux gels de postes ainsi que les économies faites sur les salaires des personnels IATOS et enseignants ; en matière de postes budgétaires, la stagnation de celui de la vie étudiante, de celui de la recherche du conseil scientifique après deux années de baisse drastique, la baisse pour les contrats pour la maintenance des bâtiments universitaires, pour le service des Relations Internationales. Nous dénonçons le risque de la hausse des droits d'inscription pour les étudiants, et toutes les dérives et indignités qu'entraîne la raréfaction des moyens à tous les niveaux de l'université.

En refusant l'austérité budgétaire et en restant convaincus de la nécessité de maintenir un service public d'enseignement supérieur et de recherche de qualité, accessible au plus grand nombre, nous demandons à l'Etat d'assumer à nouveau ses responsabilités vis-à-vis de l'Université à travers une loi de programmation budgétaire conséquente.

Nous demandons aux administrateurs de l'université de Strasbourg de rejeter le projet de budget 2014 présenté aujourd'hui et de faire parvenir cette motion au ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Enfin, nous nous déclarons solidaires de toutes les universités qui subissent des restrictions budgétaires et qui ont choisi de se mobiliser.

¹ SUD éducation Alsace, SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SNASUB-FSU, SES-CGT, SNTRS-CGT, SNPRES-FO